

...Le NMLWS nigérian réaffirme son soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination

🕒 Publié Le : Samedi, 28 Août 2021 19:37 👁 Lu : 6 fois

🖨 Imprimer (/monde/126661-le-nmlws-nigerian-reaffirme-son-soutien-au-droit-du-peuple-sahraoui-a-l-autodetermination?tmpl=component&print=1)

✉ Envoyer (/component/mailto/?tmpl=component&template=aps-t3&link=6fdde3d42b9454d29148fc4b6eed81a6fff1e77e)

🔗 Partagez

ABUJA - Le Mouvement nigérian pour la libération du Sahara occidental (NMLWS) a réaffirmé son soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination conformément aux résolutions pertinentes des Nations-Unies, indique un communiqué du mouvement.

Le NMLWS réitère son soutien au peuple et au gouvernement de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) en réaction à une déclaration du Think Tank Imani sur la question sahraouie à l'issue d'un séminaire qu'il a tenu le 27 juin à Accra, au Ghana.

Dans le communiqué relayé vendredi par des médias, Dipo Fashina, coordinateur du NMLWS considère que la déclaration du Centre Imani dans laquelle il justifiait les revendications illégales du Maroc au Sahara occidental "n'était pas seulement subjective mais une fraude historique", notant, à ce propos, que le peuple du Sahara occidental avait obtenu le droit à l'autodétermination dès 1963, comme le stipule la résolution 1514 de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Il mentionne également, à ce titre, que la Cour internationale de justice (CIJ) avait déjà émis un avis consultatif qui avait statué que le Maroc n'avait pas de titre de souverain sur le territoire du Sahara occidental et affirmé le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

Dans le même document, NMLWS regrette le fait que la déclaration provenait du Ghana. " Le Ghana, un pays qui a joué un rôle remarquable dans les luttes de libération en Afrique et a donné au continent l'un des meilleurs modèles de leadership, dans l'histoire des luttes anticoloniales et de libération dans le monde", mettra-il en avant, remettant en cause "les véritables motivations des auteurs de la déclaration".

Le séminaire du Think Tank qui visait en effet, "l'impératif de la relance économique : comment la résolution de la question sahraouie peut-elle renforcer l'intégration régionale et continentale de l'Afrique ?", manquait d'"objectivité, de mérite scientifique et d'impartialité que les auteurs revendiquent en leur propre nom", observe-t-on dans le communiqué.

La déclaration du centre Imani, "est intellectuellement malsaine, politiquement faible, historiquement déplacée, injuste en morale politique, elle démontre une grande ignorance de l'histoire et des problèmes contemporains autour desquels la question du Sahara occidental est débattue dans le monde entier", fustige le mouvement

NMLWS.

L'issue du séminaire "sent la trahison envers l'histoire et la substance des luttes de libération en Afrique menées par Nelson Mandela et de nombreux autres grands dirigeants africains", soutient le responsable, rappelant que "le Maroc n'a jamais acquis le statut de puissance administrante du territoire du Sahara occidental aux termes de l'article 73 de la charte des Nations Unies".

La liste des territoires non autonomes de l'ONU confirme qu'après le retrait de l'Espagne le 26 février 1976, le Sahara occidental n'a plus eu d'autre puissance administrante. "Le Sahara occidental est une question de décolonisation et ne peut donc être réglée et ne doit pas être réglée sans l'exercice du droit inaliénable à l'autodétermination par le peuple sahraoui", conclut le mouvement.

"Il va sans dire que la résolution du conflit du Sahara occidental contribuerait à l'intégration économique régionale et continentale de l'Afrique. Cependant, selon le mouvement, "la juste résolution de la question du Sahara occidental est la mise en œuvre du plan de règlement énoncé en 1991 par les Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine et convenu à la fois par le Maroc et le Front Polisario en 1991".

"Toute solution non fondée sur l'histoire du Sahara occidental et le principe politique du droit de toutes les nations à l'autodétermination ne résoudra pas la question du Sahara occidental", insiste-t-on.